

Pour une politique d'immigration (enfin) européenne

Par **MARTIN SCHULZ**
Président
du Parlement
européen (parti
social-démocrate
d'Allemagne),
candidat de
l'Alliance
progressiste des
socialistes et
démocrates pour
succéder à José
Manuel Barroso
à la tête de la
Commission
européenne

Pour vous, pour moi, le printemps est synonyme de beau temps, de soirées en plein air et de sorties avec des amis. Sur la côte méditerranéenne, le printemps est synonyme d'urgence, de structures d'accueil saturées et de décomptes macabres. L'intolérable cortège de cadavres de chaque tragédie en mer remplit les pages de nos journaux, rythmé par les habituelles larmes de crocodile. Mais, à chaque fois, dès que les caméras de télévision s'éteignent, la tentation de détourner le regard et de faire comme si de rien n'était est inévitable.

L'Europe est capable de légiférer sur les pommeaux de douche ou la courbure des bananes mais, quand il s'agit d'intervenir sur un sujet vraiment européen, où la gestion commune aurait une vraie valeur ajoutée, elle est muette. En tant que président de la Commission, je proposerai une politique commune d'immigration radicalement différente de celle que nous avons aujourd'hui, une politique enfin en accord avec nos valeurs et principes fondamentaux. Tout d'abord, le respect pour la vie et la dignité humaine, parce que chaque vie perdue en Méditerranée est une tache sur notre civilisation. *Mare nostrum*, l'opération maritime lancée sous le gouvernement italien d'Enrico Letta l'année dernière, fait un travail extraordinaire et sauve la vie de dizaines de milliers de personnes. Cependant, d'autres pays européens devraient contribuer à la gestion des situations d'urgence humanitaire. Nous devons aussi convaincre les pays d'Afrique du Nord de coopérer et de communiquer avec nous en temps réel. Ceux qui portent secours à ces personnes ne doivent plus craindre d'être poursuivies pour avoir sauvé des vies. Et, enfin, le principe de «non-refoulement» doit être appliqué dans toutes les opérations. Par rapport à la gestion des demandes d'asile, une chose est claire : l'Europe doit être un refuge sûr pour tous ceux qui sont persécutés, ceux qui ne peuvent pas vivre dans la paix et la sécurité. Et nous ne pouvons plus trouver d'excuse, comme, par exemple, celle de dire que les réfugiés seraient déjà trop nombreux : seulement 4% des réfugiés syriens ont trouvé refuge en Europe. Le Liban, un pays qui compte moins de cinq millions d'habitants, en accueille un million. Nous devons enfin reconnaître que nous sommes un continent d'immigration dépourvu d'une politique d'immigration légale. Le pape François m'a lui-même raconté qu'il était descendant d'immigrés italiens en Argentine, qui avaient été accueillis là-bas de façon légale, encadrée. Pourquoi les Etats-Unis, le Canada ou l'Australie disposent d'un système d'immigration légale, et nous non ? Une approche systématique, avec des règles claires et une perspective à long terme, aurait des avantages pour l'Europe, mais aussi pour les personnes qui aspirent à travailler, à étudier, à entreprendre sur notre continent. Un système de règles claires signifierait que les personnes désireuses de venir en Europe ont la possibilité – et non la garantie – d'être accueillies. Nous devons permettre aux gens qui veulent travailler ici, et dont notre continent vieillissant a besoin, d'y parvenir légalement, de s'intégrer et de vivre une vie digne. Cette approche permettrait de lutter contre les groupes criminels qui exploitent le désespoir d'autrui. Car l'immigration illégale est inhumaine, injuste et incontrôlable. C'est seulement avec un système d'immigration légale et organisé qu'on pourra sauver des vies et lutter contre la traite humaine.

Nous devons travailler dans un esprit de solidarité au niveau européen. La gestion des frontières exté-

rieures est une responsabilité partagée. *Mare nostrum* est une initiative clé, mais les autres pays de l'Union et les agences européennes doivent davantage y participer. Pour une île de 6 000 habitants comme Lampedusa, le débarquement de milliers de migrants est

L'Europe est capable de légiférer sur les pommeaux de douche ou la courbure des bananes mais, quand il s'agit d'intervenir sur un sujet vraiment européen, où la gestion commune aurait une vraie valeur ajoutée, elle est muette.

ingérable. Mais si l'accueil de ces personnes – qui arrivent notamment en Italie pour tenter de rejoindre d'autres pays européens – est divisé entre 28 Etats membres et 500 millions de personnes, cela devient alors une responsabilité que nous pouvons (et devrions) être capables de gérer.

Ensemble, nous devons lutter contre les causes de l'immigration et non contre les immigrés. Un autre domaine où l'Europe peut faire la différence, c'est la prévention. La question de l'immigration doit être au centre de toutes les négociations avec le voisinage de l'Union européenne, tant au Sud qu'à l'Est. L'Europe doit encourager les processus de réforme dans le domaine des droits de l'homme, du système judiciaire,

les standards dans le domaine du travail, du social et de l'économie. La même chose est valable pour la politique de développement. Aider les pays en développement à améliorer les conditions de vie de leurs citoyens pourrait résoudre une grande partie du problème, car

– soyons réalistes – rares sont ceux qui quittent volontairement leur pays. Si vous avez du travail, de quoi manger et de la dignité, pourquoi partir ?

Nous ne pouvons pas laisser l'immigration aux populistes, aux racistes et xénophobes qui capitalisent sur les tragédies des autres, qui s'enracinent grâce à l'imposture et la peur, qui ont un bouc émissaire pour tout et une solution pour rien. Les démons du passé, malheureusement, n'ont pas disparu : nous ne pouvons pas nous permettre d'être complaisants. Nous devons lutter ensemble pour une Europe plus solidaire, plus humaine et plus juste. Pour une Europe qui donne des réponses à ceux qui se lancent dans le voyage de l'espoir et, trop souvent, voient leurs espoirs périr dans les flots. Pour ceux qui se trouvent à gérer une situation d'urgence sans avoir les moyens ni les ressources appropriées. Et pour ceux qui pensent que l'Europe est un continent plus fort et plus juste grâce aux immigrés qui y vivent, travaillent et paient les impôts. C'est aussi pour ça que le vote du 25 mai est décisif.

L'ŒIL DE WILLEM

